

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Roberts, Geoffrey K., *What is Comparative Politics?*, London et New York, Macmillan, 1972, 78 p.

par Bahgat Korany

Études internationales, vol. 6, n° 2, 1975, p. 277-278.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700561ar>

DOI: 10.7202/700561ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

À ce point de vue, on pourrait reprocher à l'auteur de n'avoir pas suffisamment articulé cette position, en faisant ressortir de façon plus explicite le réseau de relations contraignantes dans lequel s'imbrique la présidence américaine. L'objectif de l'ouvrage, il est vrai, est différent. Cependant, l'argumentation aurait gagné en force probante et la présidence, ainsi replacée dans son contexte général de fonctionnement, serait perçue dans le mouvement plus global de la société américaine.

Un autre des aspects positifs du livre est cette deuxième partie où il est question des « institutions » de la présidence, c'est-à-dire, de ces organismes, comme le Bureau du budget, le Conseil économique..., « destinés à conseiller le président des États-Unis ». La description et le traitement auxquels les soumet le professeur Orban mettent pleinement en relief les nécessités auxquelles elles ont répondu au moment de leur création, et les services qu'elles rendent à un président, « confronté avec une infinité de problèmes dont la complexité prend des proportions dramatiques ».

C'est une véritable « bureaucratie » qui se développe autour du président et qui n'a cessé de prendre de l'ampleur. Elle s'imprègne du style de l'homme qui est à la Maison Blanche, tout autant qu'elle infléchit et oriente son action. Les révélations faites autour de la fameuse affaire Watergate démontrent assez bien l'importance, parfois stratégique, de ces organes de conseil présidentiel.

L'ouvrage du professeur Orban est l'une des rares œuvres en français sur la présidence moderne des États-Unis. Il constitue, pour ceux que la politique américaine intéresse, une lecture indispensable et une introduction partielle à ce vaste sujet.

Daniel HOLLY

Département de science politique,
Université du Québec à Montréal

ROBERTS, Geoffrey K., *What is Comparative Politics ?*, London et New York, Macmillan, 1972, 78p.

Les frontières du domaine de la politique comparée sont très fluides. Cette sous-discipline varie de l'étude d'un ou deux gouvernements étrangers, à l'analyse d'une région (*l'area studies*) pour s'identifier à la science politique toute entière. Malgré ces problèmes (ou à cause d'eux), la politique comparée accroît sa popularité. Si l'on en croit une recherche récente, les cours de politique comparée ont augmenté dans les dix plus grandes universités des États-Unis de 26 (ou 3,8%) de la totalité des cours offerts en science politique en 1925, à 56 (ou 28,6%) en 1945 pour atteindre 144 (ou 45,1%) en 1965. Cette popularité aussi bien que les problèmes de délimitation de cette discipline témoignent de l'importance de cette publication. Fonctionnellement, on discutera de ce sujet en suivant les quatre rubriques : conceptualisation, stratégies de comparaison, théories, et méthodes.

A - *Conceptualisation* : Puisqu'on cherche les régularités à la base du comportement ou des institutions politiques, les concepts (c'est-à-dire les unités de comparaison et les porteurs de données) doivent être précis. Mais ici, la politique comparée souffre de ce que Sartori a appelé « élasticité conceptuelle » (*conceptual stretching*), et donc de l'ambiguïté. Il suffit de penser à quelques concepts : révolution, liberté, idéologie, démocratie, charisma... L'analyste peut employer une terminologie plus précise mais non familière (e.g. le jargonisme d'un Riggs) ou de redéfinir restrictivement les concepts employés. Mais dans tous les cas, il doit rendre opérationnelles ses définitions conceptuelles et s'assurer de la validité de ses indicateurs. Un problème que complique encore la recherche transculturelle.

B - *Stratégie* : À part ces problèmes de conceptualisation et d'opérationnalisation, comment peut-on procéder à la comparaison ? Au moins trois décisions problé-

matiques doivent être explicitées : 1) le choix des concepts comparatifs, soit qu'il s'agit de 4 de Macridis (prise de décision, puissance, idéologie, et institutions politiques) ou de 3 de Blondel (structure, comportement, et loi) ou d'une toute autre combinaison ; 2) l'unité de comparaison : sera-t-elle macro (Almond ou Easton) ou micro (Eulau, Lasswell) ? ; 3) la définition de la variable dépendante : le composant « politique » à analyser. Si on penche trop sur les bases sociales du comportement politique, on risque d'embrouiller encore les frontières de la politique comparée, et si - par contre - on se limite strictement au composant « politique », on pêche par réductionnisme. En plus, il y a des problèmes comme la connexion macro-micro, la capacité technique du chercheur, le temps et les ressources financières disponibles (si on veut faire un travail à l'échelle de *The Civic Culture*), et la présence des théories à nous guider.

C - *Théories* : Si cette partie n'est pas la plus originale, elle est - pourtant - très fonctionnelle. En 12 pages, Roberts passe en revue les différents cadres conceptuels d'Easton, Deutsch, Almond, Wade et Curry... Tout en étant utile, cette partie le serait davantage si l'auteur avait traité ces théories dans une optique comparative : selon leur niveau d'analyse, les unités conceptuelles de base, les variables dépendantes ou indépendantes...

D - *Méthodes* : Les moyens d'obtenir, de mesurer et de classer les données varient de l'observation, l'analyse de contenu, les entrevues, les simulations à toutes les opérations statistiques. Tout en étant simple et claire, l'analyse ici ne se cantonne pas au superficiel et l'auteur, en attirant l'attention sur quelques pièges inhérents à la cueillette des données et à la quantification, met en garde le lecteur contre le scientisme.

Si la politique comparée englobe tout cela, ne risque-t-elle pas de s'identifier à la science politique empirique toute entière, ou - au moins - de devenir sa sous-discipline

de base ? Sans vraiment donner une réponse simple à cette question préalable, Roberts est d'avis que la politique comparée doit viser à élargir le potentiel imaginaire de l'étudiant, et accroître sa capacité analytique en l'initiant aux démarches du processus scientifique.

La grande lacune de ce livre est qu'il n'a pas traité les travaux empiriques pour comparer données et conceptualisation. Toutefois, Roberts a fait un admirable travail en traitant - en si peu de place - tant de questions conceptuelles et méthodologiques importantes pour l'analyste en relations internationales et en sciences sociales en général.

Bahgat KORANY

*Département de science politique,
Université de Montréal*

SCHRAM, Stuart R., *Authority Participation and Cultural Change in China*, Cambridge University Press, MacMillan Co., Ont.

L'ouvrage qui nous est présenté par Stuart R. Schram est le fruit des études qui ont été poursuivies, au *Contemporary China Institute de Londres*, au cours des deux années pendant lesquelles il en fut le directeur. L'auteur a fait appel à un groupe de spécialistes appartenant à divers pays d'Europe qui ont tenté, chacun dans leur domaine d'études, de répondre à la question « qu'est-il arrivé en Chine à la suite de la Grande Révolution culturelle prolétarienne ? » Le but n'était point de présenter un tableau de la Chine d'aujourd'hui mais de dégager les forces qui sont à l'origine des changements. En d'autres termes, les auteurs ont examiné une série de problèmes étroitement reliés aux questions de gouvernement et de participation dans le modèle chinois de développement économique et d'évolution sociale.